

Rapport financier semestriel juin 2010



2	Déclaration du responsable du rapport financier semestriel
3	Rapport semestriel d'activité
8	État de la situation financière consolidée
9	Compte de résultat consolidé
10	État de résultat global consolidé
11	Tableau consolidé des flux de trésorerie nette
12	Variation des capitaux propres consolidés
13	Annexe aux comptes consolidés résumés
37	Rapport des commissaires aux comptes

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2010 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Fait à Croix, le 26 août 2010

Xavier de Mézerac
Directeur financier
Membre du Comité exécutif

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

relatif à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010 (M€ = millions d'euros)

1. PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS, ET PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE DU PREMIER SEMESTRE 2010

Au cours du premier semestre 2010, le parc des hypermarchés a augmenté de 18 unités et celui des supermarchés s'est réduit de 7 unités en net :

- La croissance du parc des hypermarchés résulte d'une acquisition en Russie et de 17 ouvertures dont 1 en France, 3 en Italie, 1 en Russie, 1 en Ukraine, 10 en Chine (dont 1 Auchan Chine et 9 RT Mart) et 1 à Taiwan.
- Le parc des supermarchés s'est réduit en net de 11 magasins en Europe occidentale et a progressé de 4 magasins en Europe centrale et de l'Est.

Le périmètre de consolidation n'a pas varié de façon significative au cours du premier semestre 2010.

Les actionnaires du Groupe ont adopté un changement de gouvernance lors de l'Assemblée Générale du 30 juin 2010. A cette date, Groupe Auchan SA préalablement dotée d'un Directoire et d'un Conseil de Surveillance devient une structure à Conseil d'Administration. Le Conseil réuni le même jour a opté pour le cumul des fonctions de Président du Conseil et Directeur Général de la Société par M. Vianney MULLIEZ.

2. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2010

2.1 Activités Hypermarchés et Supermarchés

Au 30 juin 2010, le Groupe est présent dans 13 pays et région où il exploite 533 hypermarchés et 732 supermarchés.

Le parc de magasins consolidés au 30 juin 2010 se répartit ainsi :

Pays	Hypermarchés	Supermarchés	Notes
France	124	278	
Espagne	50	129	
Italie	52	270	
Portugal	31		
Luxembourg	1		
Pologne	25	18	
Hongrie	12		
Roumanie	7		
Ukraine	8		(1)
Russie	40	37	
Chine continentale	166		36 Auchan et 130 RT Mart
Taiwan	16		
Dubaï	1		Mis en équivalence
TOTAL	533	732	

¹ Hors les supermarchés Furshet, mis en équivalence (détention à 21 %).

Les produits des activités ordinaires des activités Hypermarchés et Supermarchés réalisés au premier semestre 2010 ont été respectivement de 16,0 milliards d'euros (+ 7,3 % par rapport au premier semestre 2009) et 3,4 milliards d'euros (+ 4,6 %).

Pour les hypermarchés et les supermarchés, l'international représente respectivement 56 % et 53 % du total des produits des activités ordinaires.

Par rapport au premier semestre 2009, le résultat d'exploitation courant des activités Hypermarchés et Supermarchés progresse de 36,2 % à 346 M€.

2.2 Activité immobilière (Immochan)

Au 30 juin 2010, Immochan et ses filiales gèrent 302 centres commerciaux (galeries marchandes et parcs d'activités commerciales), dont 276 en propriété ou en location et 26 en mandat de gestion, dans 12 pays et région.

Les produits des activités ordinaires ont représenté, au cours du premier semestre 2010, 239 M€ (+ 6,5 %) dont 48 % réalisés à l'international.

Le résultat d'exploitation de l'activité immobilière progresse de 24,3 % à 123 M€.

2.3 Activité de crédit à la clientèle (Banque Accord)

Au 30 juin 2010, Banque Accord est présente dans 10 pays (France, Espagne, Italie, Portugal, Pologne, Hongrie, Roumanie, Ukraine, Russie et Chine continentale).

Au premier semestre 2010, le produit net bancaire progresse de 5,2 %, à 188 M€ réalisé avec 6,5 millions de clients.

La réduction du coût du risque entraîne une progression notable du résultat d'exploitation (format bancaire) qui s'établit à 28 M€ contre 5 M€ au 30 juin 2009.

2.4 Autres activités

Le produit des activités ordinaires réalisé par Alinéa, Chronodrive et Little Extra s'établit à 226 M€, en progression de 8,7 %.

2.5 Commentaires sur les comptes du premier semestre 2010

Commentaires sur le compte de résultat

Le produit des activités ordinaires du Groupe s'élève à 20,0 milliards d'euros au premier semestre 2010, en progression de 6,8 % par rapport à celui du premier semestre 2009. A taux de change et à périmètre constants¹, la progression ressort à 5,3 %.

L'activité Hypermarchés représente 80 % du produit des activités ordinaires, l'activité Supermarchés 17 % et les autres activités 3 % ; cette répartition est identique à celle de 2009.

Par zone géographique, le produit des activités ordinaires est réalisé à hauteur de 46 % en France, de 27 % en Europe occidentale hors France (Espagne, Italie, Portugal et Luxembourg) et de 27 % dans le reste du monde (Pologne, Hongrie, Roumanie, Ukraine, Russie, Chine continentale et Taïwan). Au premier semestre 2009, la répartition géographique était respectivement de 47 %, 29 % et 24 %.

¹ Les acquisitions d'entreprises ont été peu significatives aux premiers semestres 2009 et 2010.

La marge commerciale en valeur absolue progresse de 6,5 % et s'élève à 4 605 M€ ; le taux de marge reste stable par rapport au premier semestre 2009 à 23,0%.

Les charges d'exploitation courantes (charges de personnel, charges externes, amortissements/provisions, autres produits et charges d'exploitation) augmentent de 4,2 %, soit légèrement moins que la progression de la marge commerciale.

A noter que le choix du Groupe pour la présentation en impôt de la CVAE¹ à partir de 2010 entraîne une augmentation de la charge d'impôt de 27 M€ (brute de l'économie d'impôt afférente de 9 M€) trouvant sa contrepartie dans une diminution des charges externes du fait de la disparition de la taxe professionnelle.

En conséquence, le résultat d'exploitation courant, à 491 M€, progresse de 31,3 %. Au-delà de l'impact de la CVAE, cette hausse est notamment due à la diminution des dotations pour dépréciations de créances de l'activité de crédit qui avaient fortement augmenté en 2009.

L'EBITDA, c'est-à-dire le résultat d'exploitation courant hors autres produits et charges d'exploitation et hors amortissements, dépréciations et provisions² progresse de 9,8 % et s'élève à 1 020 M€ contre 929 M€ au premier semestre 2009.

Le coût de l'endettement financier net passe de 98 M€ à 46 M€. Cette diminution, outre la baisse des taux d'intérêts, s'explique notamment par le reclassement en « Autres produits et charges financiers » de résultats constatés sur certains instruments financiers et qui figuraient au premier semestre 2009 en coût de l'endettement pour 29 M€.

Le résultat des sociétés intégrées avant impôt s'établit à 442 M€ (contre 284 M€ au premier semestre 2009), en progression de 55,6 %.

Le taux effectif d'impôt ressort à 42,2 % sur le premier semestre 2010 contre 28,9 % au premier semestre 2009. Cette augmentation de 13,3 points s'explique principalement par :

- la présentation en impôt de la CVAE du premier semestre 2010 pour 27 M€ (cf. supra);
- la conséquence de la réévaluation constatée en 2009 dans les comptes sociaux des filiales italiennes qui avait généré un produit d'impôt différé de 41 M€ au premier semestre 2009.

Le résultat des sociétés mises en équivalence passe de (47) M€ à (7) M€ ; cette évolution résulte essentiellement des pertes et de la dépréciation constatées en 2009 sur les supermarchés ukrainiens.

Le résultat net des activités poursuivies s'établit à 248 M€, en augmentation de 60,0 %.

Le résultat net - part du groupe - s'établit à 230 M€ et progresse de 60,8 %.

Quant à la capacité d'autofinancement, elle s'établit à 728 M€, contre 646 M€ au premier semestre 2009 (+ 12,7 %).

Commentaires sur l'état de la situation financière

A l'actif :

Les investissements courants hors regroupements d'entreprises (acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et d'immeubles de placement) s'élèvent à 469 M€, en diminution de 25,8 %.

¹ En France, la CVAE (Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) remplace, avec la CFE (Contribution Foncière des Entreprises), la taxe professionnelle à compter de 2010. La charge relative à la taxe professionnelle figurait en 2009 parmi les charges externes.

² Hors dotations et reprises de provisions, à l'exception des dotations et reprises sur dépréciation de stocks.

Les investissements se répartissent pour 36 % en France (37 % au 30 juin 2009), 17 % dans les autres pays d'Europe occidentale (32 % au 30 juin 2009) et 47 % en Europe centrale et de l'Est et Asie (31 % au 30 juin 2009).

Capitaux propres et passifs :

Les capitaux propres ressortent au 30 juin 2010 à 8 036 M€ contre 7 813 M€ au 31 décembre 2009.

Les capitaux propres - part du groupe - s'élèvent à 7 867 M€ contre 7 672 M€. Les principales variations sont (en millions d'euros) :

o résultat du premier semestre 2010	230
o distribution de dividendes au titre de 2009	(199)
o variation des écarts de conversion	160

Les intérêts minoritaires progressent de 28 M€ sur le semestre et s'établissent à 169 M€.

La dette financière nette, qui représente les dettes financières diminuées de la trésorerie active (trésorerie et équivalents de trésorerie) plus ou moins les dérivés actifs et passifs, et hors financement de l'activité de crédit, s'établit à 4 181 M€ au 30 juin 2010, contre 4 645 M€ au 30 juin 2009.

La dette financière nette ressort ainsi à 52 % des capitaux propres contre 64 % au 30 juin 2009.

3. ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Aucun évènement susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation financière du Groupe n'est intervenu postérieurement à la clôture du premier semestre 2010.

Par ailleurs, le Groupe a renforcé sa liquidité par la signature d'un crédit syndiqué (cf. paragraphe 4.1.1).

4. RISQUES ET INCERTITUDES

Le Groupe est exposé, au cours de l'exercice normal de son activité, à des risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de liquidité, décrits dans le paragraphe 5 du rapport de gestion 2009.

4.1 Gestion du premier semestre 2010

Les commentaires qui suivent font plus particulièrement état de l'évolution du risque de liquidité et des risques liés à l'activité de crédit.

4.1.1 Liquidité du Groupe (dont Banque Accord)

Le montant des lignes de crédit non utilisées au sein du Groupe n'a pas sensiblement évolué par rapport au 31 décembre 2009. Par ailleurs, durant le premier semestre 2010, le Groupe a renégocié les conditions financières de la ligne de crédit de 800 M€, à échéance 2014.

Le 17 août 2010, le Groupe a conforté sa liquidité en signant auprès de 15 banques un crédit syndiqué de 1 milliard d'euros, à échéance 2015, venant se substituer au crédit syndiqué de 1 milliard d'euros dont l'échéance était prévue en 2011.

4.1.2 Exposition aux risques liés à l'activité de crédit (activité de Banque Accord et de ses filiales)

En 2010, la dégradation de l'environnement économique s'est poursuivie et a continué de peser sur les activités de Banque Accord en France et à l'étranger, se traduisant par des augmentations de flux d'impayés. Les mesures entreprises dès 2009 par le Groupe, notamment sur le recouvrement, permettent toutefois de réduire fortement son exposition. Par ailleurs, les bonnes conditions de refinancement et la reprise de la production crédit ont compensé, sur la marge, la diminution de l'encours.

Banque Accord renforce sa gestion des risques au sein de ses filiales étrangères et y déploie progressivement un système de surveillance bâlois comparable à celui déjà effectif en France.

4.2 Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2010

L'appréciation et la gestion des risques telles que décrites dans les notes 35.2 à 35.7 des états financiers 2009 n'ont pas changé.

Le Groupe reste soumis aux risques habituels propres à son activité.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIFS (en M€)	Notes	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Goodwill	17	3 652	3 608	3 597
Autres immobilisations incorporelles	18	83	76	72
Immobilisations corporelles	19	8 706	8 658	8 321
Immeubles de placement	20	2 846	2 781	2 675
Participations dans les sociétés mises en équivalence	21	59	81	84
Crédits à la clientèle - activité de crédit	22	907	1 059	1 135
Autres actifs financiers non courants		562	461	459
Dérivés actifs non courants		229	146	162
Actifs d'impôts différés		176	166	173
Actifs non courants		17 220	17 036	16 678
Stocks	23	3 115	3 140	2 802
Crédits à la clientèle - activité de crédit	22	1 551	1 599	1 431
Créances clients	24	327	378	347
Créances d'impôt exigible	25	188	42	213
Autres créances courantes	26	1 919	2 163	2 151
Dérivés actifs courants		116	106	63
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27	866	2 027	1 064
Actifs détenus en vue de la vente		0	0	0
Actifs courants		8 082	9 455	8 071
Total des ACTIFS		25 302	26 491	24 749

CAPITAUX PROPRES et PASSIFS (en M€)	Notes	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Capital social	28	632	632	632
Primes liées au capital		1 893	1 893	1 893
Réserves et résultats - part du groupe		5 342	5 147	4 618
Capitaux propres - part du groupe		7 867	7 672	7 143
Intérêts minoritaires	28	169	141	120
Total capitaux propres		8 036	7 813	7 263
Provisions	29	234	239	245
Emprunts et dettes financières non courantes	30	3 676	3 770	3 868
Dettes finançant l'activité de crédit	31	518	709	987
Dérivés passifs non courants		36	32	51
Autres dettes non courantes	33	81	89	42
Passifs d'impôts différés		540	531	515
Passifs non courants		5 085	5 370	5 708
Provisions	29	155	157	156
Emprunts et dettes financières courantes	30	1 659	1 299	1 983
Dettes finançant l'activité de crédit	31	1 666	1 671	1 304
Dérivés passifs courants		20	34	32
Dettes fournisseurs	34	5 993	7 131	5 574
Dettes d'impôt exigible	34	194	72	163
Autres dettes courantes	34	2 494	2 944	2 566
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente		0	0	0
Passifs courants		12 181	13 308	11 778
Total des CAPITAUX PROPRES et PASSIFS		25 302	26 491	24 749

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en M€)	Notes	30/06/2010	30/06/2009
Produits des activités ordinaires	8	20 041	18 771
Coût des ventes	9	(15 436)	(14 449)
Marge commerciale		4 605	4 322
Charges de personnel	10	(2 264)	(2 116)
Charges externes		(1 297)	(1 251)
Amortissements, provisions et dépréciations	11	(569)	(588)
Autres produits d'exploitation	12	16	7
Autres charges d'exploitation	12	0	0
Résultat d'exploitation courant		491	374
Autres produits et charges opérationnels		0	0
Résultat d'exploitation		491	374
<i>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</i>		9	20
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>		(55)	(118)
Coût de l'endettement financier net	14	(46)	(98)
Autres produits financiers	15	21	11
Autres charges financières	15	(24)	(3)
Résultat des sociétés intégrées avant impôt		442	284
Charge d'impôt	16	(187)	(82)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	13	(7)	(47)
Résultat net des activités poursuivies		248	155
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat net		248	155
dont résultat net - part des minoritaires		18	12
dont résultat net - part du groupe		230	143
Résultat net par action des activités poursuivies, part du groupe (en €)			
- de base	6	7,30	4,54
- dilué	6	7,29	4,53

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

(en M€)	30/06/2010			30/06/2009		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Résultat net de la période			248			155
Ecarts de change résultant des activités à l'étranger	177	0	177	(67)	0	(67)
Variation de la juste valeur						
- des actifs financiers disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0
- sur instruments de couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger	(12)	4	(8)	3	(1)	2
- des couvertures de flux de trésorerie	33	(11)	22	(23)	5	(18)
Profits (pertes) actuariels des régimes à prestations définies	0	0	0	0	0	0
Reprise de l'impôt différé liée à la réévaluation des filiales italiennes ⁽¹⁾	0	0	0	0	20	20
Total des autres éléments du résultat global	198	(7)	191	(87)	24	(63)
Résultat global de la période			439			92
Dont :						
part du groupe			404			81
part des intérêts minoritaires			35			11

⁽¹⁾ Cf. note 16.2

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE

(en M€)	Notes	30/06/2010	30/06/2009 ⁽¹⁾
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)		248	155
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		7	47
Dividendes reçus (titres non consolidés)		(1)	0
Coût de l'endettement financier net		46	98
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		187	82
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations (à l'exception de celles liées à l'actif circulant)		511	502
Charges et produits liés aux paiements en actions sans contrepartie en trésorerie		1	3
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie		0	0
Plus et moins-values de cession, nettes d'impôt, et goodwill		(34)	(5)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		965	882
Impôt versé		(191)	(138)
Intérêts financiers versés		(107)	(133)
Autres éléments financiers		61	35
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		728	646
Variation du besoin en fonds de roulement	36	(1 244)	(1 409)
Variation des postes relatifs à l'activité de crédit	36	3	6
Flux net de trésorerie lié à l'activité		(513)	(757)
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. corporelles et incorporelles et des immeubles de placement		(673)	(840)
Encaissements liés aux cessions d'immo. corporelles et incorporelles et des immeubles de placement		71	20
Décaissements liés aux titres non consolidés y compris titres mis en équivalence		(14)	(8)
Encaissements liés aux titres non consolidés y compris titres mis en équivalence		47	17
Décaissements liés aux regroupements d'entreprises nets de la trésorerie acquise		0	(8)
Cessions d'activités nettes de la trésorerie cédée		0	0
Dividendes reçus (titres non consolidés)		1	0
Variation des prêts et avances consentis	36	(51)	(141)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(619)	(960)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	36	0	0
Rachats et reventes d'actions propres		0	(1)
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	36	(204)	(105)
Acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires sans perte de contrôle ⁽²⁾	36	(3)	(10)
Dette financière nette	36	(180)	582
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(387)	466
Incidence des variations de cours des devises ⁽³⁾		53	19
Variation de la trésorerie nette		(1 466)	(1 232)
Trésorerie nette d'ouverture	27	1 716	1 960
Trésorerie nette de clôture	27	250	728
Variation de la trésorerie nette		(1 466)	(1 232)

⁽¹⁾ Après reclassements décrits à la note 3.3, conformément à l'amendement d'IAS 7 découlant de la révision d'IAS 27.

⁽²⁾ Dont variation des engagements de rachat de titres auprès des minoritaires.

⁽³⁾ Dont, en 2010, incidence de l'appréciation du yuan chinois pour 26 M€, du rouble russe pour 13 M€ et du hryvnia ukrainien pour 11 M€.

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (avant affectation du résultat)

(en M€)	Capital social	Primes liées au capital ⁽¹⁾	Titres auto-détenus ⁽²⁾	Réserves de conversion, de réévaluation des instruments financiers, et écarts actuariels ⁽³⁾	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres		
						Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Au 31/12/2008	632	1 893	(30)	(113)	4 781	7 163	120	7 283
<i>Résultat net de la période</i>					143	143	12	155
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>				(82)	20 ⁽⁴⁾	(62)	(1)	(63)
Résultat global de la période				(82)	163	81	11	92
Augmentation de capital						0	0	0
Titres auto-détenus			(1)			(1)	0	(1)
Distribution de dividendes					(100)	(100)	(5)	(105)
Variations de périmètre						0	(6)	(6)
Au 30/06/2009	632	1 893	(31)	(195)	4 844	7 143	120	7 263
Au 31/12/2009	632	1 893	(51)	(165)	5 363	7 672	141	7 813
<i>Résultat net de la période</i>					230	230	18	248
<i>Total des autres éléments du résultat global</i>				174		174	17	191
Résultat global de la période				174	230	404	35	439
Augmentation de capital						0	0	0
Titres auto-détenus			(10)			(10)	0	(10)
Distribution de dividendes					(199)	(199)	(4)	(203)
Variations de périmètre						0	(3)	(3)
Au 30/06/2010	632	1 893	(61)	9	5 394	7 867	169	8 036

⁽¹⁾ Les primes liées au capital comprennent les primes d'émission, d'apport et de fusion.

⁽²⁾ Cf. note 28.3

⁽³⁾ Cf. note 28.5

⁽⁴⁾ Cf. note 16.2

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES
DU PREMIER SEMESTRE 2010**
(chiffres en millions d'euros - M€)

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

SOMMAIRE

NOTE 1	DESCRIPTION SYNTHÉTIQUE DU GROUPE	15
NOTE 2	FAITS MARQUANTS ET PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	15
NOTE 3	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	15
NOTE 4	PARTICULARITÉS PROPRES A L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES	18
NOTE 5	SECTEURS OPÉRATIONNELS	19
NOTE 6	RÉSULTATS PAR ACTION	21
NOTE 7	PRINCIPALES PRISES DE PARTICIPATION AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2010	22
NOTE 8	PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	22
NOTE 9	COÛT DES VENTES	22
NOTE 10	CHARGES DE PERSONNEL	22
NOTE 11	AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	23
NOTE 12	AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	23
NOTE 13	PERTES DE VALEUR	23
NOTE 14	COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	24
NOTE 15	AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	24
NOTE 16	CHARGE D'IMPÔT	25
NOTE 17	GOODWILL	26
NOTE 18	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26
NOTE 19	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26
NOTE 20	IMMEUBLES DE PLACEMENT	26
NOTE 21	PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	26
NOTE 22	CRÉDITS A LA CLIENTÈLE - ACTIVITÉ DE CRÉDIT	27
NOTE 23	STOCKS	28
NOTE 24	CRÉANCES CLIENTS	28
NOTE 25	CRÉANCES D'IMPÔT EXIGIBLE	28
NOTE 26	AUTRES CRÉANCES COURANTES	29
NOTE 27	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	29
NOTE 28	CAPITAUX PROPRES	29
NOTE 29	PROVISIONS	30
NOTE 30	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	31
NOTE 31	DETTE FINANÇANT L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT	33
NOTE 32	DETTE FINANCIÈRE NETTE (HORS FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT)	34
NOTE 33	AUTRES DETTES NON COURANTES	34
NOTE 34	DETTES FOURNISSEURS, DETTES D'IMPÔT EXIGIBLE ET AUTRES DETTES COURANTES	34
NOTE 35	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	35
NOTE 36	DÉTAIL DE CERTAINS POSTES DU TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE	35
NOTE 37	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE	36
NOTE 38	PASSIFS ÉVENTUELS	36
NOTE 39	ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS	36

Les comptes semestriels ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

NOTE 1 DESCRIPTION SYNTHÉTIQUE DU GROUPE

Groupe Auchan SA est une société domiciliée en France, holding du groupe Auchan.

11^{ème} groupe de distribution alimentaire dans le monde, le groupe Auchan (ci-après dénommé « le Groupe ») est présent dans 13 pays et région et employait 243 000 collaborateurs au 31 décembre 2009.

Il est organisé en 4 activités principales :

- Hypermarchés (532 magasins consolidés par intégration globale ou proportionnelle et 1, situé à Dubaï, mis en équivalence) ;
- Supermarchés (732 magasins consolidés par intégration globale ; les supermarchés ukrainiens Furshet, détenus à 21%, sont mis en équivalence) ;
- Immobilier commercial (302 centres commerciaux avec galeries marchandes et parcs d'activités commerciales, gérés par Immochan) ;
- Banque (Banque Accord est spécialisée dans le crédit à la consommation, la monétique et la gestion des cartes de paiement et dispose d'un portefeuille de 6,5 millions de clients).

Au 30 juin 2010, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 20,0 milliards d'euros (39,7 milliards d'euros sur l'exercice 2009) dont 54 % à l'international et 80 % dans l'activité Hypermarchés.

NOTE 2 FAITS MARQUANTS ET PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Au cours du premier semestre 2010, le parc des hypermarchés a augmenté de 18 unités et celui des supermarchés s'est réduit, en net, de 7 unités :

- La croissance du parc des hypermarchés résulte d'une acquisition en Russie et de 17 ouvertures dont 1 en France, 3 en Italie, 1 en Russie, 1 en Ukraine, 10 en Chine (9 RT Mart et 1 Auchan China) et 1 à Taiwan.
- Le parc des supermarchés s'est réduit en net de 11 magasins en Europe occidentale et s'est agrandi de 4 magasins en Europe centrale et de l'Est.

Le périmètre de consolidation n'a pas varié de façon significative au cours du premier semestre 2010.

Les actionnaires du Groupe ont adopté un changement de gouvernance lors de l'Assemblée Générale du 30 juin 2010. A cette date, Groupe Auchan SA préalablement dotée d'un Directoire et d'un Conseil de Surveillance devient une structure à Conseil d'Administration. Le Conseil réuni le même jour a opté pour le cumul des fonctions de Président du Conseil et Directeur Général de la Société par M. Vianney MULLIEZ.

NOTE 3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration en date du 26 août 2010.

3.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés de Groupe Auchan SA au 31 décembre 2009 ont été établis conformément aux normes comptables internationales IAS (International Accounting Standards) / IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) ainsi que les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et telles qu'approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2009 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les états financiers consolidés semestriels résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 - *Information financière intermédiaire*, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives. Les notes de l'annexe ne comportent donc pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lues conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

3.2 Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la Direction du Groupe l'exercice d'un jugement, d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges ainsi que les informations données dans les notes annexes. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés semestriels résumés, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les principales estimations sont identiques à ceux et celles décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

3.3 Référentiel IFRS appliqué

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés semestriels résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, à l'exception des dispositions spécifiques pour l'établissement de comptes intermédiaires et des normes, amendements de normes et interprétations qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2010 et qui constituent des changements de méthodes comptables.

Les textes applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010 et qui pourraient avoir un impact sur les états financiers consolidés du Groupe sont :

- la norme IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* ;
- la norme IAS 27 révisée – *Etats financiers consolidés et individuels*.

Ces normes, publiées en janvier 2008, s'appliquent de manière prospective aux transactions réalisées à compter du 1^{er} janvier 2010. IFRS 3 révisée introduit des modifications dans la comptabilisation des regroupements d'entreprises qui affectent l'évaluation des intérêts minoritaires, la comptabilisation des coûts d'acquisition, les principes de comptabilisation et d'évaluation des éléments variables du prix d'acquisition, et les regroupements d'entreprises réalisés par étapes. L'amendement à IAS 27 requiert que les variations du pourcentage d'intérêt d'une société mère dans une filiale sans perte de contrôle soient comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres. Par conséquent, ces opérations ne donnent plus lieu à la comptabilisation d'un goodwill ni d'un effet sur le résultat de la période. Par ailleurs, l'amendement modifie la comptabilisation des

pertes encourues par une filiale ainsi que la perte de contrôle d'une filiale.

Aucune opération significative visée par ces normes ne s'est réalisée au cours du premier semestre 2010.

Par ailleurs, l'application de ces textes étant prospective, il n'a été procédé à aucun retraitement sur les opérations antérieures au 1^{er} janvier 2010, à l'exception des reclassements opérés sur le tableau des flux de trésorerie entre activités d'investissement et de financement pour tenir compte de l'application rétrospective de l'amendement à IAS 7 découlant de la révision d'IAS 27. La norme IAS 27 révisée modifie la norme IAS 7 – *Tableau des flux de trésorerie* quant à la présentation des acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires sans perte de contrôle, opérations dorénavant classées en flux de financement. Les informations du tableau des flux de trésorerie du premier semestre 2009 ont été modifiées en conséquence.

Concernant les engagements de rachat de titres aux actionnaires minoritaires d'entreprises contrôlées, la norme IAS 27 révisée, appliquée dans les comptes consolidés à partir du 1^{er} janvier 2010, précise le traitement comptable des acquisitions complémentaires de titres dans les sociétés déjà contrôlées. Comme autorisé par l'Autorité des Marchés Financiers, le Groupe a décidé de maintenir le traitement comptable antérieur pour tous les engagements de rachat consentis avant le 1^{er} janvier 2010 (méthode du goodwill en cours). Il n'y a eu aucun nouvel engagement de rachat de titres consentis à des actionnaires minoritaires à compter du 1^{er} janvier 2010.

Les autres normes, amendements aux normes existantes et les interprétations adoptés par l'Union européenne et qui sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2010 ne trouvent pas à s'appliquer ou n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe. Il s'agit de :

- l'amendement de l'IAS 39 relatif aux éléments éligibles à la comptabilité de couverture ;
- l'amendement d'IFRS 2 relatif aux transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie ;
- l'amendement d'IFRS 5, publié en mai 2008 dans le cadre de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS, portant sur les cessions partielles de titres ;
- les amendements issus de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS, publiés en avril 2009 ;
- l'interprétation IFRIC 12 – *Accords de concessions de services* ;
- l'interprétation IFRIC 15 – *Accords pour la construction de biens immobiliers* ;
- l'interprétation IFRIC 16 – *Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger* ;
- l'interprétation IFRIC 17 – *Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires* ;
- l'interprétation IFRIC 18 – *Transferts d'actifs de la part de clients*.

Les états financiers consolidés semestriels résumés ne tiennent pas compte des normes, amendements aux normes existantes et interprétations, adoptés par l'Union européenne et pouvant être appliqués par anticipation au 1^{er} janvier 2010. Le Groupe n'a pas pris de décision, à la date d'établissement des états financiers consolidés semestriels résumés, quant à leur application dans ses comptes annuels 2010.

Les impacts éventuels de ces textes sont en cours d'évaluation.

Les états financiers présentés ne tiennent pas compte des nouvelles normes, révisions de normes existantes et interprétations publiées par l'IASB mais non approuvées par l'Union européenne à la date de clôture des états financiers.

NOTE 4 PARTICULARITES PROPRES A L'ETABLISSEMENT DES ETATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

4.1 Avantages au personnel

Sauf événement particulier sur la période, il n'est procédé à aucune évaluation actuarielle pour l'élaboration des états financiers consolidés semestriels résumés.

4.2 Saisonnalité des activités

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour les produits des activités ordinaires (le premier semestre 2009 avait représenté 47% du total de l'année 2009), mais est plus marquée pour les résultats (premier semestre 2009 par rapport à l'année 2009 : 29 % pour le résultat d'exploitation courant, 22 % pour le résultat net des activités poursuivies et 38 % pour la capacité d'autofinancement).

L'état de la situation financière est également fortement affecté par le caractère saisonnier des activités. Ainsi en 2009, la dette financière nette s'est élevée à 4 645 M€ au 30 juin mais a été ramenée à 2 856 M€ au 31 décembre ; la ressource en fonds de roulement est passée de 2 158 M€ au 30 juin à 3 483 M€ au 31 décembre.

NOTE 5 SECTEURS OPERATIONNELS

En application d'IFRS 8 "Secteurs opérationnels", les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la Direction pour évaluer les performances et l'activité du Groupe et des différents secteurs qui le composent. Les principes de détermination des secteurs opérationnels sont décrits en notes 3.1 et 3.25 de l'annexe aux comptes consolidés 2009.

5.1 Informations sectorielles par secteur d'activité

Produits et résultats sectoriels au 30 juin (en M€)	Hypermarchés		Supermarchés		Immobilier		Banque		Autres Activités		Holding et éliminations		Total Groupe	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Produits des activités ordinaires externes	15 958	14 868	3 400	3 252	239	223	218	220	226	208	0	0	20 041	18 771
Produits des activités ordinaires internes	332	276	61	50	6	7	10	11	0	0	(409)	(344)	0	0
Produits des activités ordinaires	16 290	15 144	3 461	3 302	245	230	228	231	226	208	(409)	(344)	20 041	18 771
Résultat d'exploitation courant	(1)	(1)	(1)	(1)	123	99	24	5	(10)	(1)	8	17	491	374
Autres produits et charges opérationnels													0	0
Résultat d'exploitation													491	374
Coût de l'endettement financier net													(46)	(98)
Autres produits financiers													21	11
Autres charges financières													(24)	(3)
Charge d'impôt													(187)	(82)
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence													(7)	(47)
Résultat net des activités poursuivies													248	155
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession													0	0
Résultat net													248	155
Actifs sectoriels	13 529	13 031	3 791	3 756	3 082	2 974	2 362	2 461	368	306	33	87	23 165	22 615
Passifs sectoriels	6 994	6 491	1 453	1 583	328	326	1 668	1 784	71	55	546	593	11 060	10 832

(1) Résultat d'exploitation courant des activités Hypermarchés et Supermarchés :

30 juin 2010 : 346 M€

30 juin 2009 : 254 M€

5.2 Réconciliation des actifs et des passifs sectoriels

Le total des actifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante dans le total des actifs du Groupe :

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Goodwill	3 652	3 597	3 608
Autres immobilisations incorporelles	83	72	76
Immobilisations corporelles	8 706	8 321	8 658
Immeubles de placement	2 846	2 675	2 781
Actifs sectoriels non courants, hors financiers	15 287	14 665	15 123
Participations dans les sociétés mises en équivalence	59	84	81
Crédits à la clientèle - Activités de crédit - non courants	907	1 135	1 059
Stocks	3 115	2 802	3 140
Crédits à la clientèle - Activités de crédit - courants	1 551	1 431	1 599
Créances clients	327	347	378
Autres créances courantes	1 919	2 151	2 163
Actifs sectoriels	23 165	22 615	23 543
Autres actifs financiers non courants	562	459	461
Dérivés actifs non courants	229	162	146
Actifs d'impôts différés	176	173	166
Créances d'impôt exigible	188	213	42
Dérivés actifs courants	116	63	106
Trésorerie et équivalents de trésorerie	866	1 064	2 027
Total des Actifs	25 302	24 749	26 491

Le total des passifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante dans le total des passifs du Groupe :

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Provisions non courantes	234	245	239
Dettes finançant l'activité de crédit non courantes	518	987	709
Provisions courantes	155	156	157
Dettes finançant l'activité de crédit courantes	1 666	1 304	1 671
Dettes fournisseurs	5 993	5 574	7 131
Autres dettes courantes	2 494	2 566	2 944
Passifs sectoriels	11 060	10 832	12 851
Capitaux propres	8 036	7 263	7 813
Emprunts et dettes financières non courantes	3 676	3 868	3 770
Dérivés passifs non courants	36	51	32
Autres dettes non courantes	81	42	89
Passifs d'impôts différés	540	515	531
Emprunts et dettes financières courantes	1 659	1 983	1 299
Dérivés passifs courants	20	32	34
Dettes d'impôt exigible	194	163	72
Total des Capitaux propres et Passifs	25 302	24 749	26 491

NOTE 6 RÉSULTATS PAR ACTION

6.1 Calcul du nombre moyen pondéré d'actions

	30/06/2010	30/06/2009
Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier	31 597 604	31 597 138
Nombre d'actions propres au 1 ^{er} janvier	(147 759)	(86 278)
Moyenne pondérée des levées d'options de souscription	0	0
Moyenne pondérée des autres augmentations de capital	0	0
Moyenne pondérée des actions propres acquises	0	(1 985)
Moyenne pondérée des actions propres cédées ou annulées	0	0
Moyenne pondérée des réductions de capital (par annulation d'actions propres)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres) utilisé pour le calcul du résultat de base par action	31 449 845	31 508 875
Actions à créer potentiellement dilutives (options d'achat ou de souscription, attributions gratuites d'actions)	40 221	32 272
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors actions propres) utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	31 490 066	31 541 147

6.2 Calcul des résultats par action

	30/06/2010	30/06/2009
Résultat de base par action		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation :	31 449 845	31 508 875
Résultat net - part du groupe (en M€)	230	143
<i>Par action (en €)</i>	7,30	4,54
Résultat net des activités arrêtées - part du groupe (en M€)	0	0
<i>Par action (en €)</i>	0,00	0,00
Résultat net des activités poursuivies - part du groupe (en M€)	230	143
<i>Par action (en €)</i>	7,30	4,54
Résultat net des activités poursuivies hors autres produits et charges opérationnels - part du groupe (en M€)	230	143
<i>Par action (en €)</i>	7,30	4,54

	30/06/2010	30/06/2009
Résultat dilué par action		
Nombre moyen pondéré d'actions diluées :	31 490 066	31 541 147
Résultat net - part du groupe (en M€)	230	143
<i>Par action (en €)</i>	7,29	4,53
Résultat net des activités arrêtées - part du groupe (en M€)	0	0
<i>Par action (en €)</i>	0,00	0,00
Résultat net des activités poursuivies - part du groupe (en M€)	230	143
<i>Par action (en €)</i>	7,29	4,53
Résultat net des activités poursuivies hors autres produits et charges opérationnels - part du groupe (en M€)	230	143
<i>Par action (en €)</i>	7,29	4,53

NOTE 7 PRINCIPALES PRISES DE PARTICIPATION AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2010

Aucune évolution significative du périmètre de consolidation n'est intervenue au cours du premier semestre 2010.

NOTE 8 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009
Chiffre d'affaires	19 959	18 692
Autres produits des activités ordinaires	82	79
Produits des activités ordinaires	20 041	18 771

NOTE 9 COÛT DES VENTES

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009
Achats nets des ristournes, prestations fournisseurs et des coûts annexes et logistiques	15 337	14 140
Variations de stocks (nets de dépréciations)	99	309
Coût des ventes	15 436	14 449

COÛTS LOGISTIQUES INTERNES

Le détail par nature des coûts logistiques internes inclus dans le coût des ventes est le suivant :

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009
Charges de personnel	95	91
Charges externes	161	146
Amortissements, provisions et dépréciations	13	12
Coûts logistiques internes	269	249

NOTE 10 CHARGES DE PERSONNEL

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009
Main d'oeuvre externe	171	151
Rémunérations du personnel après charges sociales	2 055	1 957
Intéressement et participation	132	97
Avantages au personnel et paiements en actions	1	2
Total	2 359	2 207
Charges de personnel transférées en coûts logistiques	(95)	(91)
Montant net au compte de résultat	2 264	2 116

NOTE 11 AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009
Dotations aux amortissements, nettes de reprises	521	510
Dotations aux provisions et aux dépréciations, nettes des reprises sans objet ⁽¹⁾	61	90
Total	582	600
Amortissements, provisions et dépréciations transférés en coûts logistiques	(13)	(12)
Montant net au compte de résultat	569	588

⁽¹⁾ Dont 37 M€ (57 M€ au 30 juin 2009) de dépréciations nettes de reprises sur opérations de crédit à la clientèle.

NOTE 12 AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009
Plus-values nettes de cession (dont reprise de dépréciation sur actifs cédés)	15	7
Autres	1	0
Total des autres produits d'exploitation	16	7
Total des autres charges d'exploitation	0	0

NOTE 13 PERTES DE VALEUR

Les pertes de valeur sur actifs immobilisés, nettes de reprises, comptabilisées au cours du premier semestre 2010 sont peu significatives (1 M€ contre 6 M€ au cours du premier semestre 2009).

Pour mémoire, au premier semestre 2009, une dépréciation du goodwill d'Anthousa (supermarchés Furshet en Ukraine) était constatée pour 37 M€ sur la ligne "Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence".

NOTE 14 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9	20
Coût de l'endettement financier brut :	(55)	(118)
Charge d'intérêt	(107)	(133)
Résultat de couvertures ⁽¹⁾	52	15
Coût de l'endettement financier net	(46)	(98)

⁽¹⁾ Au 30 juin 2009, ce poste incluait (29) M€ de résultat sur certains instruments dérivés reclassés en "Autres produits et charges financiers" en 2010 (cf. note 15).

La diminution du coût de l'endettement financier net, soit 52 M€, s'explique essentiellement par la réduction des taux d'intérêts et l'effet du reclassement mentionné ci-dessus.

NOTE 15 AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en M€)	30/06/2010		30/06/2009	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Résultat sur cessions d'autres actifs financiers non courants ⁽¹⁾	21		0	
Résultat sur opérations financières non éligibles à la comptabilité de couverture ⁽²⁾		(15)	7	
Dotations aux provisions et aux dépréciations, nettes des reprises :				
Reprise de dépréciation des autres actifs financiers	0		3	
Dotations pour dépréciation des autres actifs financiers		0		0
Autres provisions		(1)		(1)
Coût de l'actualisation des engagements de retraites net du rendement attendu des actifs		(3)		(2)
Autres		(5)	1	
Autres produits et charges financiers	21	(24)	11	(3)

⁽¹⁾ Au 30 juin 2010, ce poste enregistre une plus-value au titre de la cession d'une participation mise en équivalence du périmètre Immobilier en Italie (cf. note 21).

⁽²⁾ L'évolution du poste s'explique notamment par le reclassement en "Autres produits et charges financiers" des résultats sur certains instruments dérivés qui figuraient auparavant en "Coût de l'endettement". Ces dérivés sont destinés soit à couvrir les risques de change et/ou de taux sur les prêts intragroupe, soit à garantir un niveau de taux d'intérêt sur la dette globale du Groupe (swaps de "macro-couverture"). L'impact de ce reclassement est de (25) M€ en 2010.

NOTE 16 CHARGE D'IMPÔT**16.1 Analyse de la charge nette d'impôt**

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009
Charges/produits d'impôt courant		
Charges/produits d'impôt exigible ⁽¹⁾	181	137
Rappel d'impôt sur exercices antérieurs	11	1
Total charge d'impôt exigible	192	138
Charges/produits d'impôts différés		
Variation des différences temporelles ⁽²⁾	(1)	(59)
Impact des changements de taux	0	3
Sur déficits reportables	(4)	0
Total charge d'impôts différés	(5)	(56)
Total de la charge d'impôt	187	82

⁽¹⁾ Le choix du Groupe pour la présentation en impôt de la CVAE (cf. note 3.19 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2009) entraîne au premier semestre 2010 la constatation d'une charge d'impôt de 27 M€ sans équivalent au 30 juin 2009.

⁽²⁾ Au 30 juin 2009, un impôt différé était constaté à hauteur de 47 M€ au titre de l'option fiscale sur réévaluation statutaire décrite à la note 16.2 ci-dessous.

16.2 Taux effectif d'impôt (T.E.I.)

L'écart entre le niveau d'impôt résultant de l'application du taux d'impôt théorique en France de 34,43% (taux normatif de 33 ^{1/3} % augmenté de la contribution sociale de 3,3%) et le montant de l'impôt effectivement constaté dans le semestre s'analyse de la façon suivante :

(en M€)	Montants 2010	T.E.I. 2010	Montants 2009	T.E.I. 2009
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	442		284	
Taux théorique (taux courant français)		34,4%		34,4%
Charge fiscale théorique	152		98	
Écart de taux sur sociétés étrangères	(11)	(2,5%)	5	1,8%
Réduction d'impôt, crédits d'impôts et impôts à taux réduits ⁽¹⁾	(15)	(3,5%)	(51)	(17,9%)
Pertes fiscales de l'exercice non activées	18	4,1%	20	7,0%
Utilisation de déficits reportables non activés	(4)	(0,9%)	(2)	(0,7%)
Activation de déficits antérieurs	1	0,2%	0	0,0%
Éléments non fiscalisés / Impôts différés non comptabilisés	15	3,4%	11	3,9%
Rappel d'impôt sur exercices antérieurs	11	2,5%	1	0,4%
CVAE ⁽²⁾	18	4,1%	0	0,0%
Différences permanentes et autres	2	0,4%	0	0,0%
Charge fiscale réelle	187		82	
Taux effectif d'impôt (T.E.I.)		42,2%		28,9%

⁽¹⁾ Au premier semestre 2009, la réévaluation de terrains et de constructions dans les comptes sociaux de certaines filiales en Italie avait conduit à réajuster dans les comptes consolidés les impôts différés passifs initialement comptabilisés au titre de ces immobilisations. A l'origine, ces impôts différés ayant été pour partie reconnus en capitaux propres, la reprise s'était traduite, d'une part, par une augmentation des capitaux propres à hauteur de 20 M€ et, d'autre part, par un produit d'impôt comptabilisé sur la période pour 41 M€ (produit d'impôt différé de 47 M€ net d'un impôt substitutif de 6 M€).

⁽²⁾ L'option relative à la présentation en impôt de la CVAE (cf. note 16.1) conduit au premier semestre 2010 à :

- la reconnaissance d'une charge d'impôt de 27 M€ (brute de l'économie d'impôt afférente de 9 M€) ;

- la reprise partielle de l'impôt différé passif constaté au 31 décembre 2009 sur la valeur nette des immobilisations amortissables pour un montant inférieur à 1 M€.

NOTE 17 GOODWILL

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur brute	3 704	3 658	3 642
Perte de valeur	(52)	(50)	(45)
Valeur nette	3 652	3 608	3 597

Les variations de la période correspondent essentiellement aux écarts de conversion.

NOTE 18 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur brute	258	234	222
Amortissements et dépréciations	(175)	(158)	(150)
Valeur nette	83	76	72

NOTE 19 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur brute	15 267	14 814	14 240
Amortissements et dépréciations	(6 561)	(6 156)	(5 919)
Valeur nette	8 706	8 658	8 321

Les acquisitions de la période s'élèvent à 366 M€, contre 444 M€ au premier semestre 2009.

NOTE 20 IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur brute	4 022	3 872	3 694
Amortissements et dépréciations	(1 176)	(1 091)	(1 019)
Valeur nette	2 846	2 781	2 675

Les acquisitions de la période s'élèvent à 79 M€, contre 175 M€ au premier semestre 2009.

NOTE 21 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Participations dans les sociétés mises en équivalence	59	81	84

La diminution des participations dans les sociétés mises en équivalence s'explique pour 12 M€ par une cession intervenue au cours du premier semestre 2010 dans le métier Immobilier en Italie.

NOTE 22 CRÉDITS A LA CLIENTÈLE - ACTIVITÉ DE CRÉDIT

Ce poste représente les créances que Banque Accord et ses filiales ainsi que Comfactor détiennent sur les clients. Il s'agit essentiellement de crédits à la consommation, du différé de paiement sur les cartes Accord, ainsi que des créances de l'activité captive de factoring exercée par Comfactor en Italie.

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur brute	2 854	3 022	2 897
<i>dont valeur brute des créances dépréciées</i>	596	562	545
Dépréciation	(396)	(364)	(331)
Taux de couverture des créances dépréciées	66%	65%	61%
Valeur nette	2 458	2 658	2 566
<i>dont non courant</i>	907	1 059	1 135
<i>courant</i>	1 551	1 599	1 431

Echéances en valeur brute (en M€) :	2 854	3 022	2 897
<i>inférieures ou égales à 3 mois</i>	1 111	1 176	788
<i>à plus de 3 mois et inférieures ou égales à 1 an</i>	608	577	767
<i>à plus de 1 an et inférieures ou égales à 5 ans</i>	988	1 104	1 190
<i>à plus de 5 ans</i>	147	165	152

La gestion du risque de crédit par Banque Accord est décrite dans la note 35.3.2 de l'annexe aux comptes consolidés 2009.

En 2010, la dégradation de l'environnement économique a continué de peser sur les activités de Banque Accord en France et à l'étranger. Elle se traduit par des augmentations d'impayés. Les mesures entreprises par Banque Accord dès 2009 pour réduire son exposition au risque de crédit ont commencé à produire leur effet. Cette tendance se conjugue à une stabilisation du contexte économique sur la fin du premier semestre.

NOTE 23 STOCKS

Ce poste comprend essentiellement des stocks de marchandises.

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur brute	3 218	3 240	2 898
Dépréciation	(103)	(100)	(96)
Valeur nette	3 115	3 140	2 802

Evolution de la dépréciation :

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Au 1^{er} janvier	(100)	(101)	(101)
Dotations nettes des reprises	(2)	2	5
Variations de périmètre et écarts de conversion	(1)	(1)	0
A la clôture ou en fin de période	(103)	(100)	(96)

NOTE 24 CRÉANCES CLIENTS

Ce poste enregistre essentiellement des créances sur des franchisés ainsi que les loyers à encaisser du métier Immobilier.

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur brute	387	433	408
Dépréciation	(60)	(55)	(61)
Valeur nette	327	378	347

NOTE 25 CRÉANCES D'IMPÔT EXIGIBLE

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Valeur brute	193	47	218
Dépréciation	(5)	(5)	(5)
Valeur nette	188	42	213

Au 30 juin, les acomptes à valoir sur l'impôt de l'exercice et la dette d'impôt sur le résultat semestriel ne sont pas compensés alors qu'ils le sont au 31 décembre.

NOTE 26 AUTRES CRÉANCES COURANTES

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Créances diverses	1 780	2 081	2 039
Charges constatées d'avance	204	146	173
Valeur brute	1 984	2 227	2 212
Dépréciation	(65)	(64)	(61)
Valeur nette	1 919	2 163	2 151

Les créances diverses correspondent essentiellement à des créances fiscales et sociales ainsi qu'à des produits à recevoir des fournisseurs, dont la diminution sur la période explique l'essentiel de la variation du poste.

NOTE 27 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie présentée dans le tableau des flux de trésorerie correspond aux éléments suivants :

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Placements à moins de 3 mois	22	506	320
Disponibilités	844	1 521	744
Trésorerie et équivalents de trésorerie	866	2 027	1 064
Soldes créditeurs de banque (cf. note 30.2)	(616)	(311)	(336)
Trésorerie nette	250	1 716	728

NOTE 28 CAPITAUX PROPRES

28.1 Détenteurs du capital

Au 30 juin 2010, le capital de Groupe Auchan SA est détenu par les sociétés de l'Association Familiale Mulliez à hauteur de 87,4% (moins de 1% du capital étant détenu par des personnes physiques) et par les salariés à hauteur de 12,3%, via les FCP Valauchan, Valsuper et Valaccord, et les sociétés Valauchan Sopaneer International (consolidée par mise en équivalence), Valauchan Caisse Auchan Italie et Valauchanrus Sopaneer SCA (consolidées par intégration globale). Le solde (soit 0,3%) correspond aux actions propres.

28.2 Nombre d'actions composant le capital social

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Au 1 ^{er} janvier	31 597 604	31 597 138	31 597 138
Emission en numéraire	0	0	0
Fusion absorption de sociétés actionnaires de Groupe Auchan S.A.	0	466	0
A la clôture	31 597 604	31 597 604	31 597 138

Au 30 juin 2010, le capital social s'élève à 631 952 080 € ; il est composé d'actions ordinaires au nominal de 20 €, entièrement libérées.

28.3 Actions propres

A fin juin 2010, le nombre total d'actions propres détenues par le Groupe s'élève, comme au 31 décembre 2009, à 147 759 actions, dont 93 664 détenues par Groupe Auchan SA pour un coût de 31 M€ (ces actions sont affectées à la couverture des plans d'options d'achat d'actions, pour le management du Groupe) et 54 095 actions sont détenues par Valauchanrus Sopaneer SCA et Valauchan Caisse Auchan Italie pour un coût de 20 M€, dans le cadre de l'actionnariat des salariés.

Par ailleurs, Groupe Auchan SA est engagé à racheter, pour 10 M€, 30 167 actions propres détenues par les salariés.

28.4 Réserve légale

La réserve légale de Groupe Auchan SA s'élève à 63 M€ au 30 juin 2010.

28.5 Réserves de conversion, de réévaluation des instruments financiers et écarts actuariels (en part du Groupe)

(en M€)	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Réserve de couverture d'investissement net à l'étranger	Ecarts actuariels des régimes de prestations définies	Total
Au 01/01/2009	(105)	0	(12)	5	(1)	(113)
Variation	(66)	0	(18)	2	0	(82)
Au 30/06/2009	(171)	0	(30)	7	(1)	(195)
Au 01/01/2010	(146)	0	(24)	6	(1)	(165)
Variation	160	0	22	(8)	0	174
Au 30/06/2010	14	0	(2)	(2)	(1)	9

La réserve de conversion se ventile comme suit par pays (en part du groupe) :

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Pologne	23	29	(7)
Hongrie	(23)	(11)	(12)
Chine continentale	52	(2)	7
Taiwan	13	(10)	(10)
Russie	(11)	(92)	(102)
Ukraine	(37)	(58)	(45)
Roumanie	(3)	(2)	(2)
Total	14	(146)	(171)

28.6 Dividendes

Le dividende au titre de l'exercice 2009, versé le 10 juin 2010, s'est élevé à 200 M€ (6,35 € par action), dont 1 M€ revenant aux actions propres.

28.7 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 169 M€ au 30 juin 2010 (141 M€ au 31 décembre 2009). Leur augmentation provient essentiellement de leur part dans le résultat (+ 18 M€) et dans les réserves de conversion (+ 17 M€), compensée par la distribution des dividendes 2009 leur revenant (- 4 M€).

NOTE 29 PROVISIONS

Les provisions n'ont pas varié de manière significative par rapport au 31 décembre 2009.

NOTE 30 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

30.1 Emprunts et dettes financières non courantes

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Emprunts obligataires	2 780	3 003	2 989
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	600	480	502
Dettes sur contrats de location-financement	172	184	194
Emprunts et dettes financières diverses	124	103	183
Total	3 676	3 770	3 868

30.2 Emprunts et dettes financières courantes

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Emprunts obligataires	371	566	662
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	334	349	691
Dettes sur contrats de location-financement	18	17	17
Emprunts et dettes financières diverses	320	56	277
Soldes créditeurs de banques ⁽¹⁾	616	311	336
Total	1 659	1 299	1 983

⁽¹⁾ dont 274 M€ de lignes de crédit non confirmées tirées par Auchan Finances au 30 juin 2010.

Les intérêts courus figurent dans la rubrique " Emprunts et dettes financières diverses", hors ceux relatifs aux emprunts obligataires.

30.3 Émissions d'emprunts de valeur unitaire supérieure à 50 M€

Emprunts auprès des établissements de crédit :

Société emprunteuse	Taux d'intérêt nominal	Date d'émission	Échéance	Montant en M€	
				comptable	nominal
Erregest SpA	EURIBOR+0,7%	20.10.2009	19.04.2011	110	110

Cette ligne de crédit n'avait pas été utilisée au 31 décembre 2009.

Il existe des émissions d'emprunts et lignes de crédit dont les montants unitaires sont inférieurs à 50 M€.

30.4 Remboursements d'emprunts de valeur unitaire supérieure à 50 M€

Emprunts obligataires :

Société emprunteuse	Taux d'intérêt nominal	Date d'émission	Échéance	Montant en M€	
				comptable	nominal
Groupe Auchan SA ⁽¹⁾	3,00%	28.06.2005	28.06.2010	465	465

⁽¹⁾ Montants après requalification d'une partie de la dette obligataire en Dettes finançant l'activité de crédit (cf.note 31.2).

Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit :

Société emprunteuse	Taux d'intérêt nominal	Date d'émission	Échéance	Montant en M€	
				comptable	nominal
Erregist SpA	EURIBOR 3M+0,475%	30.06.2005	25.06.2010	80	80

Il existe des remboursements d'emprunts et lignes de crédit dont les montants unitaires sont inférieurs à 50 M€.

30.5 Dettes financières diverses

Depuis le 31 décembre 2009, les dépôts de garantie versés par les locataires des immeubles de placement figurent en "Autres dettes" (cf. notes 33 et 34). Le reclassement opéré à compter du 31 décembre 2009 porte sur un montant d'environ 60 M€.

Au 30 juin 2010, le poste "Dettes financières diverses" enregistre notamment les billets de trésorerie émis par Auchan Finances au cours du premier semestre 2010 :

(en M€)		30.06.2010	
Société emprunteuse	Maturité	Valeur nominale	Valeur comptable
Auchan Finances	moins d'1 mois	139	139
Auchan Finances	de 1 à moins de 3 mois	180	180
Auchan Finances	de 3 à moins de 6 mois	0	0
Auchan Finances	6 mois et plus	0	0

30.6 Engagements d'achats de titres auprès des actionnaires minoritaires

Le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leur participation. Ces engagements sont valorisés et classés en Dettes financières diverses du fait de l'existence d'une promesse d'achat à valeur de marché.

La valeur des engagements est déterminée en fonction de la valeur d'expertise du sous-jacent et s'élève à 57 M€ au 30 juin 2010, contre 53 M€ au 31 décembre 2009

NOTE 31 DETTES FINANÇANT L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT

31.1 Dettes non courantes

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Emprunts obligataires	492	682	869
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	16	17	118
Dettes financières diverses ⁽¹⁾	10	10	0
Autres	0	0	0
Total	518	709	987

⁽¹⁾ Les dettes diverses concernant l'activité de crédit de Banque Accord s'élevaient comme au 31 décembre 2009 à 10 M€ et sont constituées intégralement de Bons à Moyen Terme Négociables (BMTN).

31.2 Dettes courantes

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Emprunts obligataires	403	347	168
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit ⁽²⁾	189	252	218
Dettes financières diverses ^{(1) (2)}	997	907	747
Autres (dont soldes créditeurs de banques)	77	165	171
Total	1 666	1 671	1 304

⁽¹⁾ Au 30 juin 2010, les dettes diverses concernent essentiellement l'activité de crédit de Banque Accord pour 849 M€, dont 150 M€ de billets à ordre, 666 M€ de certificats de dépôt et 25 M€ d'obligations mises en pension.

⁽²⁾ Les billets à ordre souscrits auprès des banques, présentés au 30 juin 2009 en Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit, sont inscrits dans la rubrique "Dettes financières diverses" depuis le 31 décembre 2009, date à laquelle ils s'élevaient à 100 M€.

Les intérêts courus, hors ceux relatifs aux emprunts obligataires, figurent dans la rubrique "Dettes financières diverses".

31.3 Emissions et remboursements d'emprunts de valeur unitaire supérieure à 50 M€

Emissions :

Néant.

Remboursements :

Emprunts obligataires :

Société emprunteuse	Taux d'intérêt nominal	Date d'émission	Echéance	Montant en M€	
				comptable	nominal
Groupe Auchan SA ⁽¹⁾	3,00%	28.06.2005	28.06.2010	135	135

⁽¹⁾ Fraction de la dette obligataire requalifiée en Dettes finançant l'activité de crédit (cf. note 30.4).

Il existe des émissions et remboursements d'emprunts et lignes de crédit dont les montants unitaires sont inférieurs à 50 M€.

31.4 Dettes financières diverses

Ce poste regroupe notamment des certificats de dépôt, billets à ordre, billets de trésorerie et BMTN dont les principaux sont les suivants :

(en M€)	Société emprunteuse	Maturité	30/06/2010	
			Valeur nominale	Valeur comptable
	Banque Accord SA	- de 1 mois	250	252
	Auchan Finances	- de 1 mois	30	30
	Banque Accord SA	de 1 à moins de 3 mois	186	186
	Auchan Finances	de 1 à moins de 3 mois	90	90
	Banque Accord SA	de 3 à moins de 6 mois	244	244
	Banque Accord SA	6 mois et +	171	171

NOTE 32 DETTE FINANCIERE NETTE (hors financement de l'activité de crédit)

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Emprunts et dettes financières	5 335	5 069	5 851
<i>non courants</i>	3 676	3 770	3 868
<i>courants</i>	1 659	1 299	1 983
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(866)	(2 027)	(1 064)
Dérivés actifs et passifs qualifiés d'instruments de couverture d'un élément de l'endettement financier net	(260)	(211)	(158)
Endettement financier net	4 209	2 831	4 629
Dérivés actifs et passifs non qualifiés d'instruments de couverture d'un élément de l'endettement financier net ⁽¹⁾	(28)	25	16
Dettes financières nettes	4 181	2 856	4 645

⁽¹⁾ Dont instruments dérivés passifs liés à l'activité de crédit : +7 M€ au 30 juin 2010, +12 M€ au 31 décembre 2009 et +14 M€ au 30 juin 2009.

NOTE 33 AUTRES DETTES NON COURANTES

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dettes sur immobilisations	4	4	8
Dettes d'impôt	0	2	2
Autres dettes ⁽¹⁾	77	83	32
Total	81	89	42

⁽¹⁾ A partir du 31 décembre 2009, les Autres dettes non courantes intègrent la part long-terme des dépôts de garantie versés par les locataires des immeubles de placement présentés auparavant en Emprunts et dettes financières diverses non courantes (cf. note 30.5).

NOTE 34 DETTES FOURNISSEURS, DETTES D'IMPÔT EXIGIBLE ET AUTRES DETTES COURANTES

(en M€)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dettes fournisseurs	5 993	7 131	5 574
Fournisseurs marchandises	5 426	6 610	5 062
Fournisseurs frais généraux	567	521	512
Dettes d'impôt exigible ⁽¹⁾	194	72	163
Autres dettes courantes	2 494	2 944	2 566
Dettes sur immobilisations	295	490	351
Dettes fiscales et sociales ⁽²⁾	1 335	1 605	1 398
Autres dettes d'exploitation ⁽³⁾	569	565	558
Produits constatés d'avance	295	284	259
Total	8 681	10 147	8 303

⁽¹⁾ Cf. commentaire en note 25.

⁽²⁾ Dont 21 M€ au titre du litige fiscal italien mentionné en note 38.

⁽³⁾ A partir du 31 décembre 2009, les dettes d'exploitation intègrent la part courante des dépôts de garantie versés par les locataires des immeubles de placement figurant auparavant en Emprunts et dettes financières diverses courantes (cf. note 30.5).

NOTE 35 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le Groupe a des relations avec ses filiales (consolidées par intégration globale), avec les entreprises associées (consolidées par mise en équivalence) et avec les entreprises contrôlées conjointement (consolidées par intégration proportionnelle).

. Parties liées ayant un contrôle sur le Groupe

Le capital de Groupe Auchan SA est détenu par les sociétés de l'Association Familiale Mulliez à 87 % dont 61 % par une seule d'entre elles. Il n'y a pas de transaction significative (supérieure à 1 M€) avec ces sociétés en dehors du dividende au titre de l'exercice 2009 qui s'élève à 175 M€, et d'une convention de prestations de services (montant de 1 M€ au 30 juin 2010).

. Entreprises associées

Les transactions réalisées avec les entreprises associées sont négligeables. Il n'existe pas, par ailleurs, d'engagements significatifs avec ces sociétés.

Concernant la participation de 21 % dans la société ukrainienne exploitant des supermarchés Furshet, il existe des options, exerçables à partir de 2014 et jusqu'en 2021, permettant à Auchan de vendre ou au partenaire d'acheter cette participation sous certaines conditions.

. Co-entreprises

Le Groupe exploite en partenariat les activités Hypermarchés et Immobilier en Chine et en Pologne (Schiever Polska), l'activité Immobilier en Italie et l'activité de la Banque en Espagne.

Les transactions avec ces sociétés sont réalisées aux conditions du marché.

NOTE 36 DÉTAIL DE CERTAINS POSTES DU TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE

(en M€)	30/06/2010	30/06/2009
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 244)	(1 409)
<i>Stocks</i>	105	309
<i>Créances clients</i>	51	42
<i>Dettes fournisseurs</i>	(1 334)	(2 036)
<i>Autres actifs et passifs</i>	(66)	276
Variation des postes relatifs à l'activité de crédit	3	6
<i>Crédits à la clientèle - Activité de crédit</i>	197	251
<i>Dettes finançant l'activité de crédit</i>	(194)	(245)
Variation des prêts et avances consentis	(51)	(141)
<i>Augmentation des prêts et avances consentis</i>	(56)	(163)
<i>Diminution des prêts et avances consentis</i>	5	22
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	0	0
<i>Versées par les actionnaires de la société mère</i>	0	0
<i>Versées lors de l'exercice de stock-options</i>	0	0
<i>Versées par les minoritaires des sociétés intégrées</i>	0	0
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	(204)	(105)
<i>Dividendes distribués aux actionnaires de la société mère</i>	(200)	(100)
<i>Dividendes distribués aux minoritaires des sociétés intégrées</i>	(4)	(5)
Acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires sans perte de contrôle	(3)	(10)
<i>Acquisitions</i>	(4)	(10)
<i>Cessions</i>	1	0
Endettement	(180)	582
<i>Emissions d'emprunts</i>	976	2 279
<i>Remboursements d'emprunts (y compris contrats de locations-financements)</i>	(1 156)	(1 697)

NOTE 37 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Groupe Auchan SA disposait d'une ligne de crédit (non utilisée) de 1 milliard d'euros à échéance 2011. Le 17 août 2010, cette ligne a été dénoncée et remplacée par une nouvelle ligne d'un même montant à échéance 2015.

NOTE 38 PASSIFS ÉVENTUELS

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou de litiges dans le cadre normal des opérations, dont des contentieux avec les administrations fiscales. Les charges qui peuvent en résulter, estimées probables par le Groupe et leurs experts, ont fait l'objet de provisions.

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas de fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter de manière significative l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière du Groupe et/ou de ses filiales qui n'ait fait l'objet de provisions estimées nécessaires à la clôture.

Le litige fiscal en Italie concernant la filiale SMA, portant sur un redressement de fiscalité directe et indirecte et décrit en note 44 de l'annexe du 31 décembre 2009, n'a pas connu de développement sur le plan judiciaire.

L'administration fiscale a requis le paiement, en 18 mensualités et à compter de juin 2009, des sommes mises en redressement majorées des intérêts de retard pour un montant total de 79 M€ dont 57 M€ ont déjà été payés au 30 juin 2010. Une dette correspondante (hors intérêts et diminuée des paiements effectués) a été inscrite au passif, en contrepartie des autres créances.

Les procédures de recours se poursuivent, et la Cour Administrative de Milan a accordé en juillet 2010 une suspension provisoire des paiements. Les consultations que le Groupe a obtenues de ses conseils juridiques et fiscaux, référents et indépendants, ainsi que l'examen de la documentation justificative et des jugements afférents permettent de toujours considérer comme non probable le risque d'un jugement final défavorable.

Aucun autre litige, pris individuellement, n'est significatif à l'échelle du Groupe.

NOTE 39 ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS

Les principales évolutions des engagements donnés par le Groupe par rapport au 31 décembre 2009 sont détaillées ci-dessous.

. Engagements donnés :

Les engagements de financement en faveur de la clientèle (engagements donnés par Banque Accord et ses filiales sur les cartes actives au cours des deux dernières années) passent de 3 936 M€ au 31 décembre 2009 à 4 017 M€ au 30 juin 2010.

L'engagement sur les cartes inactives depuis plus de 2 ans passe quant à lui de 5 602 M€ au 31 décembre 2009 à 5 866 M€ au 30 juin 2010.

Les engagements d'achats sous conditions d'immobilisations futures augmentent en Chine (activité Hypermarchés) de 137 M€.

Les autres engagements donnés varient peu par rapport au 31 décembre 2009.

. Dettes assorties de garanties :

Les dettes garanties par des sûretés restent stables : augmentation de 12 M€ sur GCI (métier Immobilier en Italie) correspondant à de nouvelles hypothèques et parallèlement remboursement d'emprunts en Chine pour 11 M€ ayant pour effet de diminuer les dettes assorties de sûretés.

Les dettes garanties par des cautions diminuent de 13 M€ dont, principalement, une nouvelle garantie accordée par le métier Hypermarchés en Italie pour 20 M€ et une annulation de garantie sur loyers à Taïwan pour 40 M€.

. Options d'achat d'actions :

A partir de 2010, un de nos partenaires bénéficie d'une option de vente à Auchan, ou à ses filiales, des titres qu'il détient, à un prix de marché. Ces titres portent sur des sociétés non intégrées globalement. Les négociations actuellement en cours avec le partenaire vont remettre en cause cette option de vente, qui ne devrait donc pas être exercée.

Les engagements pris par GCI et par Banque Accord en matière d'options d'achat d'actions concernant des sociétés non consolidées en intégration globale s'élèvent respectivement à 9 M€ (engagements donnés par une entité intégrée proportionnellement) et 12 M€, et sont exerçables entre 2010 et 2013.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES sur l'information financière semestrielle 2010

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Groupe Auchan SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.3. de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose les changements de méthodes comptables relatifs aux nouvelles normes et interprétations que le Groupe a appliquées à compter du 1^{er} janvier 2010.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense et Villeneuve d'Ascq, le 26 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG SA

aCéa

Bernard Cattenoz
Associé

Cédric Toulemonde
Associé